

Les origines coloniales de la « science » économique

(Titre original: *The Colonial Roots of Economics*)

Ingrid Kvangraven, Surbhi Kesar, Devika Dutt

Octobre 2024

Présentation

Ce texte a été rédigé suite à l'attribution du Prix d'économie de la banque de Suède (dit prix Nobel) 2024 à Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (AJR) pour « *leurs études sur la façon dont les institutions sont formées et affectent la prospérité* » par les spécialistes en économie du développement basées à Londres, Ingrid Kvangraven (King's College), Surbhi Kesar (SOAS) et Devika Dutt (King's College)¹.

D'après les autrices, si les recherches d'AJR marquent en apparence un « tournant colonial » au sens où elles prennent en compte l'impact de la colonisation – à travers la distinction entre bonnes institutions « inclusives » et mauvaises institutions « extractives » – leur approche renforce en réalité l'eurocentrisme de la discipline. Les travaux d'AJR, bien qu'ils intègrent le colonialisme dans leur analyse, sont critiquables pour trois raisons en particulier :

1. Ils négligent la dimension mondiale du développement capitaliste et le rôle central du colonialisme dans ce processus – en considérant le colonialisme comme un choc externe plutôt qu'une partie intégrante du développement capitaliste – et refusent de voir notamment que les institutions « inclusives » du Nord ont fonctionné grâce à des processus « extractifs » dans le Sud.
2. Ils omettent le processus violent et inégal par lequel les droits de propriété privée – institution inclusive par excellence, d'après les auteurs – ont été établis.
3. Ils dépolitisent le processus de développement en le réduisant à un problème techno-bureaucratique, suggérant que l'adoption de « bonnes » institutions suffirait à promouvoir le développement.

Malgré leur tentative d'intégrer l'histoire et le colonialisme, le cadre théorique d'AJR reste anhistorique et eurocentré. Ce Prix « Nobel » renforce l'insularité de la discipline économique et son imperméabilité à l'histoire coloniale du capitalisme. L'approche d'AJR soutient une compréhension simpliste du développement, qui néglige les dynamiques complexes du capitalisme mondial.

¹ Texte original publié sous le titre « The Colonial Origins of Economics » dans *Economic and Political Weekly*, Vol. 59, Issue No. 42, 19 Oct 2024, accessible en ligne :

<https://www.epw.in/journal/2024/42/commentary/colonial-origins-economics.html>

Les autrices ont donné leur accord pour que ce texte soit publié par le collectif des économistes atterrés en langue française. La traduction et la présentation de ce texte ont été assurées par Thibault Laurentjoye, en tenant compte des remarques des autres membres du collectif.

Les origines coloniales de la « science » économique

Introduction

Le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques à la mémoire d'Alfred Nobel 2024 a récemment été décerné à Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (désormais, AJR). Le comité Nobel a souligné que les lauréats «ont démontré l'importance des institutions sociétales pour la prospérité d'un pays. Les sociétés où l'État de droit est faible et où les institutions exploitent la population ne génèrent ni croissance ni amélioration ». L'un des principaux enseignements de leurs travaux est que, pour comprendre les disparités en matière de prospérité, il est nécessaire de prendre en compte les « origines coloniales du développement comparatif » (Acemoglu et al., 2001). Certains commentateurs ont qualifié cela de « tournant colonial » en économie (Ince, 2022). Bien qu'il s'agisse d'un progrès par rapport à une discipline historiquement centrée sur le marché comme principal moteur de développement, et ayant tendance à négliger le rôle du colonialisme dans la structuration des économies, ce tournant colonial reste néanmoins insuffisant pour saisir les racines des inégalités mondiales (et locales) et les institutions qui soutiennent le système économique. Pour comprendre comment AJR ont réussi à intégrer le colonialisme dans l'économie sans aborder les dynamiques capitalistes de développement inégal, il est nécessaire de revenir aux origines coloniales de l'économie en tant que discipline.

On peut soutenir que l'économie a été fondée sur l'eurocentrisme dès son émergence en tant que discipline (Dutt et al., à paraître). L'économie postule que le développement (du capitalisme) s'est produit en Europe de manière endogène, reposant sur une série de facteurs internes tels que le progrès technique, une productivité élevée, un travail acharné, et des évolutions culturelles et sociales, ce qui signifie que la production pour le marché s'alignait sur ce que les économistes considéraient comme rationnel (Amin, 1988). Par conséquent, si les mêmes conditions pouvaient être recréées dans d'autres pays, le développement pourrait également s'y produire. Cependant, cette vision eurocentrée est partielle et biaisée, car elle occulte les processus violents de colonialisme, d'exploitation, de transformations des relations sociales, d'impérialisme et de racialisation qui ont accompagné l'avènement du capitalisme en Europe, tout en générant le sous-développement dans d'autres régions du monde (Rodney, 1972 ; Brenner, 1976 ; Patnaik et Patnaik, 2021 ; Inikori, 2020). Ainsi, elle réduit le processus de développement économique à la recherche de la bonne combinaison institutionnelle permettant d'accroître l'efficacité, le progrès technique et la rationalité des décisions, pour faire entrer les pays sous-développés sur la voie de la prospérité. Ce point de vue eurocentré, qui méconnaît le rôle du colonialisme dans la structuration de l'économie mondiale et la création de la dichotomie développement-sous-développement, issue

d'un processus historique commun, contribue en réalité à renforcer une vision coloniale du monde, selon laquelle les économies du Nord global sont perçues comme des modèles naturellement supérieurs pour le développement.

Pendant la Guerre froide, l'analyse économique s'est resserrée, autour de l'individualisme et du nationalisme méthodologiques — qui font de l'État-nation et de l'individu les unités d'analyse les plus pertinentes, sans prendre en compte les structures qui façonnent et limitent à la fois l'économie mondiale et le comportement individuel (Blaug, 2003 ; Fine et Milanokis, 2009). Le récit est devenu de plus en plus eurocentré, de manière largement imperceptible et sans être remis en question.

AJR et le « tournant colonial » en économie

Plusieurs événements ont permis à la profession économique de percevoir le manque d'attention porté aux inégalités raciales et de castes, ainsi que l'approche eurocentrée de la discipline économique. Ce fut notamment le cas lors des mouvements universitaires pour la décolonisation, à commencer par #RhodesMustFall en Afrique du Sud en 2015, des mouvements étudiants en réaction à la discrimination de castes après le suicide de Rohith Vemula en 2016 en Inde, ou encore les manifestations publiques aux États-Unis après le meurtre de George Floyd en 2020. À la suite de ces événements, la discipline a dû se confronter à ses origines coloniales et à son incapacité à comprendre le colonialisme et l'impérialisme.

De nombreux économistes contestent les critiques selon lesquelles l'économie serait aveugle au colonialisme, soulignant, à juste titre, que les travaux très cités d'AJR montrent le contraire. De plus, l'attribution du Nobel d'économie à AJR peut sembler être une tentative de montrer que la discipline traite effectivement du colonialisme. Mais cela remet-il vraiment en question le récit eurocentré que nous avons décrit ci-dessus, ou le laisse-t-il intact ?

Remettons les choses dans leur contexte. La nouvelle économie institutionnelle est apparue dans les années 1970, en tant qu'évolution de l'économie néoclassique, mettant l'accent sur le rôle des droits de propriété et des coûts de transaction. Les échecs des réformes du marché libre dans le Sud global étaient alors considérés comme le résultat des imperfections des structures institutionnelles qui ne soutenaient pas suffisamment la croissance (North, 1991). La contribution d'AJR représente un développement supplémentaire dans ce cadre, et leur travail sur la manière dont le colonialisme a façonné les institutions a ouvert la voie à une multiplication des recherches sur le colonialisme et l'esclavage au sein de cette tradition (Nunn, 2008 ; Engerman et Sokoloff, 2006 ; Michalopoulos et Papaioannou, 2013).

L'argument d'AJR, en résumé, est que l'inégalité dans le monde peut s'expliquer par la présence d'institutions « inclusives » ou « extractives ». En tenant compte de 500 ans

d'histoire coloniale, ils soutiennent que la croissance capitaliste durable et la prospérité peuvent être attribuées aux institutions inclusives, qu'ils associent à la protection de la propriété privée, à l'application des contrats et à la création de marchés favorisant l'investissement et l'innovation (institutions favorables au marché). Selon eux, ces institutions caractérisent l'Europe occidentale ainsi que les colonies de peuplement européennes occidentales (États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). En revanche, les institutions extractives permettent l'expropriation et la recherche de rentes, héritées du colonialisme extractif, ce qui freine le développement dans les pays du Sud global. Dans cette dichotomie inclusive-extractive, le colonialisme en tant que système d'extraction est opposé au capitalisme comme système d'inclusion.

Bien que cela semble réintroduire le rôle du colonialisme dans la discussion sur le développement, et souligne spécifiquement le rôle des institutions extractives du colonialisme européen dans la création du sous-développement, nous soutenons que l'approche d'AJR sert en réalité à renforcer l'eurocentrisme en économie.

L'eurocentrisme d'AJR

Les recherches d'AJR renforcent l'eurocentrisme et une vision coloniale du monde de trois manières. La première est que leurs recherches négligent la dimension mondiale du développement capitaliste et le rôle central du colonialisme dans ce processus (Grinberg, 2018 ; Ince, 2022). Divers penseurs radicaux anti-coloniaux ont depuis longtemps affirmé que le capitalisme s'est déployé à travers le monde de manière à simultanément produire le développement capitaliste dans le Nord global et le sous-développement capitaliste dans le Sud global. Les institutions dites « inclusives » dans certaines parties du monde ont été soutenues par des institutions extractives, telles que la racialisation, la destruction des économies artisanales, et le développement d'économies extractives, minières et de plantations, dans d'autres régions. Cela a engendré des inégalités à l'échelle mondiale, créant la dichotomie développé-sous-développé, issue d'un processus commun d'expansion capitaliste mondiale, soutenue par le colonialisme (Amin, 1988 ; Patnaik et Patnaik, 2021). En réalité, cette inégalité ne se limite pas aux seules dynamiques internes aux pays ; les économies du monde en développement ont souvent vu le processus d'accumulation capitaliste s'accompagner de la dépossession à grande échelle de ceux qui dépendaient des ressources nécessaires à ce processus d'accumulation (Sanyal, 2007). Ces travaux soulignent ainsi la nature différenciatrice des dynamiques du capitalisme ; la passer sous silence relève d'une compréhension plutôt simpliste des processus de développement.

AJR considèrent le colonialisme comme un choc externe distinct de la trajectoire de développement institutionnel domestique (endogène). Selon eux, la dépendance de sentier n'est pas due à la nature inégale du développement capitaliste, mais plutôt à la nature auto-renforcée des institutions politiques et économiques (générant des cycles «

vicieux » ou « vertueux »). En se concentrant sur les institutions qui soutiennent le marché comme moteurs du changement, le cadre d'AJR occulte la nature inégale du capitalisme lui-même. Cela reflète un manque de compréhension du capitalisme en tant que système mondial et violent qui, historiquement et aujourd'hui encore, produit des inégalités et génère à la fois développement et sous-développement. Ainsi, le sous-développement dans le Sud global est perçu comme le résultat d'échecs de transformations capitalistes et du manque de « bonnes » institutions. De même, le développement dans le Nord global est simplement attribué à la mise en place de bonnes institutions, sans considérer que ce développement dépendait d'un système global d'exploitation et d'extraction. En négligeant les processus structurels, violents et inégaux du développement capitaliste, AJR renforcent l'idée eurocentrée selon laquelle le développement capitaliste repose sur des institutions rationnelles, progressistes et endogènes (dites « bonnes »).

La deuxième façon dont l'eurocentrisme est renforcé réside dans la négligence par AJR du processus violent et inégal par lequel les droits de propriété privée ont été établis tant dans le Nord global que dans le Sud. Cette omission conduit AJR à qualifier ces institutions d'« inclusives », malgré le fait que les droits de propriété ont souvent été créés par des expropriations massives et l'enclosure des terres communes ou indigènes, bien loin de la prétendue « protection contre l'expropriation » (Khan, 2012). Il est en effet bien documenté que l'expansion capitaliste dans les colonies de peuplement d'Europe occidentale s'est faite au prix de l'élimination et de la dépossession des peuples autochtones (Rana, 2010). Par conséquent, il semble particulièrement étrange de suggérer que c'est la protection contre l'expropriation et la coercition qui caractérise ces institutions soi-disant inclusives.

De plus, même dans le Nord global, les droits de propriété privée, qu'il s'agisse de biens physiques ou intellectuels, ont souvent été violés lorsque cela s'avérait commode durant le processus de développement. Par exemple, au 19^e siècle aux États-Unis, le succès des compagnies de chemin de fer privées est souvent attribué au fait qu'elles ont reçu le pouvoir de « domaine éminent » — ce qui signifiait qu'elles pouvaient violer la propriété privée d'autres personnes en payant une compensation, afin de s'étendre (Klemestrud, 1999). En outre, Chang (2001) montre que les régimes de propriété intellectuelle étaient également historiquement très laxistes en Europe et aux États-Unis aux 18^e et 19^e siècles, et que les producteurs violaient régulièrement les droits de propriété intellectuelle de leurs concurrents jusqu'au début du 20^e siècle. En se concentrant uniquement sur les institutions nationales comme facteur clé expliquant le développement économique, la vision d'AJR trahit une compréhension limitée de la manière dont les institutions sont intégrées et évoluent avec les systèmes économiques et sociaux de manière générale.

En outre, si l'on examine la manière dont ces institutions ont été déployées à travers le monde, on constate qu'elles ont eu des impacts très inégaux sur différentes populations, marginalisant souvent les groupes les moins puissants de la société. Par exemple, lorsque les droits de propriété ont été instaurés par les Britanniques en Inde, une dépendance aux contrats écrits a été imposée. Ainsi, seules les castes socialement privilégiées ont pu en bénéficier, forçant les groupes de castes marginalisées à perdre leurs droits de propriété (Ilaiah, 1990). D'autres chercheurs ont noté que l'attribution de droits de propriété aux populations tribales et indigènes en Inde, en intégrant les terres communes dans le cadre des échanges de marché, les expose aux convoitises du grand capital, beaucoup plus puissant sur le marché que les populations tribales (Bhattacharya et al., 2017). De même, le maintien des droits de propriété privée comme sacrosaints en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid, malgré l'immense violence par laquelle les terres ont été confisquées par le gouvernement d'apartheid au profit de la population blanche, a contribué à la perpétuation des vastes inégalités en Afrique du Sud (Ngcukaitobi, 2021). Ainsi, la promotion centrale par AJR des institutions favorables au marché masque les déséquilibres de pouvoir qui sont renforcés par de telles institutions et les manières violentes dont ces institutions ont été établies à la fois dans le monde développé et en développement.

Troisièmement, et enfin, en identifiant les causes fondamentales du développement, le cadre d'AJR conduit malheureusement à concevoir le développement comme un processus « techno-bureaucratique » d'élaboration de solutions (Rist, 1997), dépolitisant ainsi le processus de développement capitaliste. La leçon ultime tirée de leurs travaux est souvent que les institutions politiques anglo-américaines sont historiquement uniques et devraient être universalisées pour soutenir le développement capitaliste à l'échelle mondiale (Morefield, 2014). En effet, la principale prescription issue des travaux d'AJR était que les pays du Sud global devaient adopter les bons types d'institutions pour soutenir l'accumulation de capital, conformément à ce qu'on appelle le post-Consensus de Washington (Fine, 2006).

Bien qu'AJR s'éloignent des solutions comportementales que les « *randomistas* » (tenants des expérimentations contrôlées) promeuvent pour le développement (Banerjee et Duflo, 2011), leur compréhension générale du développement reste celle d'un problème pouvant être résolu par l'importation de solutions développées dans le Nord global. Il n'est donc peut-être pas surprenant que l'importation de « bonnes » institutions n'ait généralement pas rencontré un grand succès pour soutenir le développement économique dans le Sud global, étant donné qu'il est illusoire de penser que de telles institutions ont facilité le développement économique dans le Nord global. Un exemple extrême est celui de l'Afghanistan, où les États-Unis ont tenté d'importer de bonnes institutions pour faciliter le développement, sans traiter les problèmes structurels plus larges ni reconnaître leur propre rôle dans la structuration de l'économie politique du pays (Goodhand et Sedra, 2013). Comme nous le savons, cette

tentative a échoué de manière spectaculaire. En général, la dépolitisation du développement, qui détourne l'attention des forces structurelles et violentes qui soutiennent l'accumulation de capital, sert à renforcer la vision eurocentrée du développement. Cela a des conséquences matérielles bien réelles pour les populations du monde entier qui sont soumises aux politiques associées à la nouvelle économie institutionnelle.

Par conséquent, bien que les travaux d'AJR soient souvent considérés comme représentant un « tournant colonial » en économie, ils échouent en réalité à sortir de la vision coloniale du monde ancrée dans la théorie économique dominante, étant donné que le colonialisme est considéré comme un choc du passé et que les dynamiques continues de l'impérialisme et du développement capitaliste inégal ne sont pas prises en compte. De manière remarquable, malgré leur tentative d'intégrer l'histoire et le colonialisme dans leur analyse, le cadre théorique d'AJR reste en fait anhistorique et eurocentré (Ankarloo, 2002 ; Dutt et al., 2025).

Conclusions

L'attribution du Prix de la banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel à AJR, malgré la nature facilement réfutable de leurs hypothèses sur les institutions et le développement — qui ont d'ailleurs été largement critiquées dans d'autres domaines — révèle une fois de plus le caractère insulaire de l'économie et sa résistance aux changements fondamentaux et aux améliorations, à l'exception de quelques modifications méthodologiques très limitées. Ce prix décerné aux trois professeurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et de l'Université de Chicago renforce les conclusions de Freeman et al. (2024 : 1) selon lesquelles il existe une « concentration croissante » des lauréats du prix Nobel dans un petit nombre d'universités d'élite américaines. Cette insularité et cette concentration de pouvoir sont particulièrement problématiques, étant donné l'influence disproportionnée que la discipline économique exerce sur le monde des politiques publiques.

En effet, les formulations de politiques sur la « bonne gouvernance » dans les principales organisations internationales sont encore largement influencées par la vision simpliste et biaisée d'AJR sur la nature du processus de développement capitaliste. Pourquoi cela est-il important ? En proposant une « réponse » facile et élégante, bien que fausse, au processus complexe de développement, AJR ont soutenu une compréhension très particulière du développement qui est désormais courante dans la discipline. Cela a également fourni un récit infalsifiable et, sans doute, raciste du sous-développement : pourquoi les pays en développement ne parviennent-ils pas à se développer, même après des décennies d'efforts pour renforcer les institutions selon les normes eurocentrées ? Parce que leurs droits de propriété privée et autres institutions capitalistes ne sont toujours pas assez solides. Ce récit suggère qu'il y a

quelque chose d'intrinsèquement bon dans les institutions capitalistes occidentales et d'intrinsèquement mauvais dans les institutions non capitalistes. Le rôle du colonialisme dans la destruction des bonnes institutions non occidentales — qu'elles soient capitalistes ou non — qui auraient pu promouvoir des améliorations des conditions de vie et de la cohésion sociale dans les pays actuellement sous-développés, est complètement ignoré.

Notre objectif n'est pas de suggérer que l'étude des institutions n'est pas importante, mais plutôt que la manière dont les institutions sont étudiées dans le courant dominant de la discipline économique est gravement insuffisante et ne permet pas de comprendre les inégalités mondiales.

Références

Acemoglu, Daron, Simon Johnson and James A Robinson (2001): "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation," *American Economic Review*, Vol 91, No 5, pp 1369–401.

Acemoglu, D and James A Robinson (2012): *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, New York: Crown.

Amin, Samir (1988/2009): *Eurocentrism: Modernity, Religion, and Democracy: A Critique of Eurocentrism and Culturalism*, 2nd ed, Oxford: Pambazuka Press.

Ankarloo, Daniel (2002): "New Institutional Economics and Economic History," *Capital & Class*, Vol 26, No 3, pp 9–36.

Banerjee, Abhijit and Esther Duflo (2011): *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*, New York: Public Affairs.

Bhattacharya, Rajesh, Snehashish Bhattacharya and Kaveri Gill (2017): "The Adivasi Land Question in the Neoliberal Era," *The Land Question in India: State, Dispossession, and Capitalist Transition*, Anthony P D'Costa and Achin Chakrabarty (eds), Oxford: Oxford University Press.

Blaug, Mark (2003): "The Formalist Revolution of the 1950s," *Journal of the History of Economic Thought*, Vol 25, No 2, pp 145–56.

Brenner, Robert (1976): "Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe," *Past & Present*, No 70, pp 30–75.

Breman, Jan and Marcel van der Linden (2014): "Informalizing the Economy: The Return of the Social Question at a Global Level," *Development and Change*, Vol 45, No 5, pp 920–40.

Chang, Ha-Joon (2001): "Intellectual Property Rights and Economic Development: Historical Lessons and Emerging Issues," *Journal of Human Development*, Vol 2, No 2, pp 287–309.

Davis, Mike (2013): "Planet of Slums," *New Perspectives Quarterly*, Vol 30, No 4, pp 11–12.

Denning, Michael (2010): "Wageless Life," *New Left Review*, Vol 66, No 6, pp 79–97.

Dutt, Devika, Carolina Alves, Surbhi Kesar and Ingrid Harvold Kvangraven (2025): *Decolonizing Economics: An Introduction*, London: Polity Press.

Engerman, Stanley L and Kenneth L Sokoloff (2006): "Colonialism, Inequality, and Long-run Paths of Development," *Understanding Poverty*, Abhijit V Banerjee, Roland Benabou and Dilip Mookherjee (eds), Oxford: Oxford University Press.

Fine, Ben (2006): *The New Development Economics: Post Washington Consensus Neoliberal Thinking*, London: Zed Books.

Fine, Ben and Dimitris Milonakis (2009): *From Economics Imperialism to Freakonomics: The Shifting Boundaries between Economics and Other Social Sciences*, London and New York: Routledge.

Freeman, Richard B, Danxia Xie, Hanzhe Zhang and Hanzhang Zhou (2024): "High and Rising Institutional Concentration of Award-Winning Economists," *NBER Conference Paper*, https://conference.nber.org/conf_papers/f204525.pdf.

Frank, Andre Gunder (1966): "The Development of Underdevelopment," *Monthly Review*, Vol 18, No 4, p 17.

Goodhand, Jonathan and Mark Sedra (2013): "Rethinking Liberal Peacebuilding, Statebuilding and Transition in Afghanistan: An Introduction," *Central Asian Survey*, Vol 32, No 3, pp 239–54.

Grinberg, Nicolas (2018): "Institutions and Capitalist Development: A Critique of the New Institutional Economics," *Science & Society*, Vol 82, No 2, pp 203–33.

Ilaiah, Kancha (1990): "SCs and STs: Systemic Exploitation," *Economic & Political Weekly*, Vol 25, No 51, pp 2771–74.

Ince, Onur Ulas (2022): "Saving Capitalism from Empire: Uses of Colonial History in New Institutional Economics," *International Relations*.

Inikori, Joseph E (2020): "Atlantic Slavery and the Rise of the Capitalist Global Economy," *Current Anthropology*, Vol 61, No S22.

Khan, Mushtaq H (2012): "Governance and Growth: History, Ideology and Methods of Proof," *Good Growth and Governance in Africa: Rethinking Development Strategies*, Akbar Noman, Kwesi Botchwey, Howard Stein and Joseph E Stiglitz (eds), Oxford: Oxford University Press, pp 51–79.

Klemetsrud, Jennifer M (1999): "The Use of Eminent Domain for Economic Development," *North Dakota Law Review*, Vol 75, No 4, p 783.

Michalopoulos, Stelios and Elias Papaioannou (2013): "Pre-Colonial Ethnic Institutions and Contemporary African Development," *Econometrica*, Vol 81, No 1, pp 113–52.

Morefield, Jeanne (2014): *Empires without Imperialism: Anglo-American Decline and the Politics of Deflection*, Oxford and New York: Oxford University Press.

Ngcukaitobi, Tembeka (2021): *Land Matters: South Africa's Failed Land Reforms and the Road Ahead*, South Africa: Penguin Random House.

North, Douglass C (1991): "Institutions," *Journal of Economic Perspectives*, Vol 5, No 1, pp 97–112.

Nunn, Nathan (2008): "The Long Term Effects of Africa's Slave Trades," *Quarterly Journal of Economics*, Vol 123, No 1, pp 139–76.

Patnaik, Prabhat and Utsa Patnaik (2021): *Capital and Imperialism: Theory, History, and the Present*, Monthly Review Press.

Rana, Aziz (2010): *The Two Faces of American Freedom*, Cambridge: Harvard University Press.

Rist, Gilbert (1997): *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, London and New York: Zed Books.

Rodney, Walter (1972): *How Europe Underdeveloped Africa*, London: Bogle-L'Ouverture Publications.

Sanyal, Kalyan (2007): *Rethinking Capitalist Development: Primitive Accumulation, Governmentality and Post-colonial Capitalism*, New Delhi: Routledge.